



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Est
Division Achats Publics**

Location de récipients, collecte, pompage et traitement des déchets non dangereux (DND) et des déchets dangereux (DD) au profit du Groupements de soutien des Bases de Défense de SAINT-DIZIER-CHAUMONT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAF_2022_00873

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Article 1 -	PREAMBULE - CONTEXTE	4
Article 2 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 3 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 4 -	PROCEDURE DE PASSATION	4
Article 5 -	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 6 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
6.1	Cadre général.....	6
6.2	Reconduction de l'accord-cadre	6
Article 7 -	LIEU D'EXECUTION	7
Article 8 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
Article 9 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
9.1	Représentation des parties	8
9.2	Conditions d'exécution	8
9.3	Obligations du titulaire	12
9.4	Responsabilité du titulaire	16
9.5	Clauses sociales	16
9.6	Clauses environnementales	17
9.7	Clauses de réexamen	17
9.8	Constatation de l'exécution des prestations	18
9.9	Pénalités.....	19
Article 10 -	REGIME FINANCIER	21
10.1	Forme et contenu des prix.....	21
10.2	Variation des prix	24
10.3	Avances.....	25
10.4	Modalités financières	25
Article 11 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	28
11.1	Forme des notifications et des informations.....	28
11.2	Langue	29
11.3	Sous-traitance	29
11.4	Assurances.....	29
11.5	Autres obligations administratives	30

11.6	Résiliation.....	31
11.7	Exécution aux frais et risques du titulaire	32
11.8	Différends	Erreur ! Signet non défini.
11.9	Litiges et contentieux	32
Article 12 -	ANNEXES	33
Article 13 -	DEROGATIONS AU CCAG	33

Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE

Le présent marché est passé en application du code de la commande publique.

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la location de récipients, la collecte, le pompage et le traitement des déchets non dangereux (DND) et des déchets dangereux (DD) au profit des unités soutenues par le Groupement de soutien de Base de Défense de Saint-Dizier-Chaumont (Lots 1, 2 ,3 ,4 et 5).

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot 1 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de la Base Aérienne 113 à Saint-Dizier,

Lot 2 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux du 61° Régiment d'Artillerie à Chaumont,

Lot 3 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'Etablissement principal de Munitions (EPMu) à Brienne le Château,

Lot 4 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'Etablissement de Ravitaillement Sanitaire des Armées (ERSA) à Marolles,

Lot 5 : Location, collecte, traitement et pompage des déchets dangereux de la BA 113 Saint-Dizier et l'EPMU à Brienne le Château.

Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire pour l'ensemble des lots.

Pour les lots 1 à 4 :

L'accord-cadre se décompose en prestations forfaitaires et en prestations à bons de commande.

On entend par prestations forfaitaires les prestations programmées. Elles s'exécutent sans bon de commande.

Concernant les prestations à la demande, les seuils sont les suivants :

Lot 1:

- Le montant minimum annuel du marché est fixé à : 0 euros HT,
- Le montant maximum annuel du marché est fixé à : 55 530 € HT

Lot 2:

- Le montant minimum annuel du marché est fixé à : 0 euros HT,
- Le montant maximum annuel du marché est fixé à : 34 230 € HT

Lot 3:

- Le montant minimum annuel du marché est fixé à : 0 euros HT,
- Le montant maximum annuel du marché est fixé à : 91 120 € HT

Lot 4:

- Le montant minimum annuel du marché est fixé à : 0 euros HT,
- Le montant maximum annuel du marché est fixé à : 89 400 € HT

Pour le lot 5 :

L'accord-cadre est exécuté exclusivement par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu selon les seuils suivants :

- Le montant minimum annuel du marché est fixé à : 0 euros HT,
- Le montant maximum annuel du marché est fixé à : 174 600€ HT.

Prestations similaires :

A la demande du pouvoir adjudicateur, des marchés ultérieurs de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourront être exécutés par le même titulaire en vertu de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique (marché négocié sans nouvelle mise en concurrence, passé dans les 3 ans suivant la notification du marché initial).

Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

Lot 1 : de sa prise d'effet au 29 février 2024 (*date de fin de la première période*)

Lot 2 : de sa prise d'effet au 29 février 2024

Lot 3 : de sa prise d'effet au 29 février 2024

Lot 4 : de sa prise d'effet au 29 février 2024

Lot 5 : de sa prise d'effet au 29 février 2024

Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification, et l'exécution des prestations commencera le 1^{er} mars 2023 pour l'ensemble des lots pour les durées figurant ci-dessus.

6.2 Reconduction de l'accord-cadre

Le PA pourra décider de reconduire unilatéralement l'accord-cadre pour les périodes suivantes :

Lots	Reconductions
Lot 1 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de la Base Aérienne 113 à Saint-Dizier,	Nombre : 3 Modalités : - Reconduction 1 : du 1 ^{er} mars 2024 au 28 février 2025 ; - Reconduction 2 : du 1 ^{er} mars 2025 au 28 février 2026 - Reconduction 3 : du 1 ^{er} mars 2026 au 28 février 2027
Lot 2 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux du 61 ^o Régiment d'Artillerie à Chaumont	Nombre : 3 Modalités : - Reconduction 1 : du 1 ^{er} mars 2024 au 28 février 2025 ; - Reconduction 2 : du 1 ^{er} mars 2025 au 28 février 2026 - Reconduction 3 : du 1 ^{er} mars 2026 au 28 février 2027
Lot 3 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'Etablissement principal de Munitions (EPMu) à Brienne le Château	Nombre : 3 Modalités : - Reconduction 1 : du 1 ^{er} mars 2024 au 28 février 2025 ; - Reconduction 2 : du 1 ^{er} mars 2025 au 28 février

	2026 - Reconduction 3 : du 1 ^{er} mars 2026 au 28 février 2027
Lot 4 : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'Etablissement de Ravitaillement Sanitaire des Armées (ERSA) à Marolles	Nombre : 3 Modalités : - Reconduction 1 : du 1 ^{er} mars 2024 au 28 février 2025 ; - Reconduction 2 : du 1 ^{er} mars 2025 au 28 février 2026 - Reconduction 3 : du 1 ^{er} mars 2026 au 28 février 2027
Lot 5 : Location, collecte, traitement et pompage des déchets dangereux de la BA 113 Saint Dizier et l'EPMU à Brienne le Château	Nombre : 3 Modalités : - Reconduction 1 : du 1 ^{er} mars 2024 au 28 février 2025 ; - Reconduction 2 : du 1 ^{er} mars 2025 au 28 février 2026 - Reconduction 3 : du 1 ^{er} mars 2026 au 28 février 2027

L'accord-cadre est reconductible de manière expresse, sur décision du Pouvoir Adjudicateur (PA) au plus tard un mois avant la date d'échéance du marché.

En cas de regroupement de plusieurs lots au sein d'un unique acte d'engagement (ATTRI), la reconduction pourra ne porter que sur certains lots.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

- **Lot 1** : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de la BA 113 et GSBdD – Site principal - Route de Moeslains - 52113 SAINT-DIZIER ;

- **Lot 2** : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux du 61° RA - Quartier d'Aboville 52900 CHAUMONT, situé à 80 km du site principal ;

- **Lot 3** : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'EPMU - Route de Juvanzigny -10500 BRIENNE LE CHATEAU, situé à 40 km du site principal ;

- **Lot 4** : Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'ERSA Marolles - Avenue Alsace Lorraine 51300 VITRY LE FRANCOIS, situé à 30 km du site principal ;

- **Lot 5** : Location, collecte, traitement et pompage des déchets dangereux de la BA 113 – 52113 Saint-Dizier (site principal) et l'EPMU -10500 BRIENNE LE CHATEAU situé à 40 km du site principal

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes.
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire.

En aucun cas les conditions générales de vente du titulaire ne pourront être opposées à l'administration.

NB : cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 *Représentation des parties*

9.1.1 Représentation de l'acheteur

Le pouvoir adjudicateur désigne fonctionnellement les personnes qu'il habilite à le représenter auprès du titulaire, dans certains domaines de l'exécution du marché.

Les désignations sont mentionnées dans les articles concernés du présent CCAP et du CCTP.

NB : cet article déroge à l'article 3.3 du CCAG

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire (sur la FTVE).

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 *Conditions d'exécution*

A titre d'information et en application de l'article R.4123-47 du code de la défense :

Le titulaire est informé que les services concernés se réservent la possibilité de communiquer à la direction du renseignement et de la sécurité de la défense l'identité de toute personne dépendant de lui et qui aurait accès aux données personnelles des militaires ou qui aurait connaissance d'une donnée qui au moins à sa seule lecture indique la qualité de militaire.

Les articles R. 4123-45 et suivants du code de la défense s'appliqueront le cas échéant.

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le bénéficiaire aura la possibilité de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du bénéficiaire. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai qui aura été fixé, à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

9.2.2 Délais d'exécution des prestations forfaitaires

Les délais d'exécution des prestations forfaitaires sont représentés par les fréquences des prestations programmées. Ces dernières s'exécutent automatiquement sans bon de commande, selon les fréquences estimatives indiquées dans la FTVE.

Le point de départ du délai d'exécution des prestations forfaitaires est la date de début d'exécution des prestations prévue au présent CCAP, selon les jours et horaires fixés conjointement avec le bénéficiaire (cf. art 2.3 du CCTP).

Les délais de mise en place du matériel ne pourront être supérieurs à 4 semaines à compter de la notification du marché.

9.2.3 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis par tout moyen écrit permettant d'en accuser une date certaine.

Le PA habilite le chef du GSBdD ou son représentant à émettre les bons de commandes.

Les prestations à la demande seront exécutées :

- dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande par le GSBdD,
- ou à une date de début d'exécution postérieure qui sera précisée sur le bon de commande,
- ou en cas d'intervention d'urgence éventuelle, le délai est ramené à 2 jours ouvrés.

En cas de non-exécution du bon de commande, le PA pourra annuler celui-ci et décider d'appliquer le dispositif relatif à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est défini ci-dessus.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro engagement juridique (EJ) du bon de commande ;
- l'objet de l'accord cadre ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la référence de l'accord-cadre n° EJ ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- la date de début d'exécution du bon de commande ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le numéro de téléphone de la personne à contacter.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler sans délai une demande expresse de report de délai auprès de GSBdD exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire par tout moyen permettant d'attester de la date certaine. Cette demande pourra être refusée.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **dans le délai d'exécution indiqué sur ce même bon de commande**.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation, sauf si le PA a pris la décision de l'annuler. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Le PA (PFC) ou le GSBdD se réserve la possibilité de conclure d'autres contrats en matière de déchets pour les secteurs concernés par le présent marché, sur la base d'autres procédés de traitement ou de modalités d'exploitation, notamment dans le cadre d'une politique de valorisation directe des déchets.

9.2.4 Pilotage

La mesure de l'atteinte des objectifs (obligation de résultat) et le contrôle de la qualité de l'exécution des prestations seront transcrits dans un compte rendu trimestriel (CRT), signé contradictoirement par la personne chargée du suivi de l'exécution du marché et par le représentant de la société titulaire.

Un modèle de CRT figure en annexe.

L'établissement de ce document doit être l'occasion d'une rencontre sur site entre prestataire et bénéficiaire.

Il sera ensuite adressé à la division achats publics de la PFC Est, pfc-est.resp-pil-prog.fct@intradef.gouv.fr

9.2.5 Exigences relatives aux prestations

Nombre de personnels :

L'ensemble des prestations définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permettant de respecter les tâches selon les modalités prévues au CCTP.

Horaires :

Les jours et horaires de ramassage sont précisés au CCTP.

Permanence et continuité des prestations :

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues.

Il ne peut faire exécuter une prestation par un ou plusieurs sous-traitants que sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. A défaut d'y avoir été autorisé, il pourra être fait application des dispositions prévues en matière de résiliation.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire du marché reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit du pouvoir adjudicateur.

En cas de défaillance du titulaire, l'administration peut assurer le service, aux frais et risques dudit titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

Statut du personnel :

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui est applicable.

Vêtement de travail :

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

Comportement du personnel :

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise.

Ils devront en particulier faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

Mesures de prévention

Le titulaire devra se rapprocher du chargé de prévention des sites concernés, *(dans la mesure du*

possible au moins 15 jours avant le début d'exécution du marché), notamment dans le cas de pré visites de prévention.

Le titulaire, en application de la réglementation relative aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme du Ministère des Armées par une entreprise extérieure, devra analyser les risques, en concertation avec la collectivité.

Conformément à la réglementation, les mesures de prévention concernant la prestation feront l'objet d'un plan de prévention destiné à limiter les risques d'interférences entre les activités, les installations et les matériels du bénéficiaire et du titulaire.

Ce document, établi par chaque chargé de prévention de chacun des sites concernés et signé conjointement entre le chef d'établissement et le titulaire, indiquera les mesures de prévention à respecter sur les différents sites d'activités.

Des mesures de prévention moindres pourront être prévues avec le chargé de prévention de chaque site.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements, ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Le titulaire doit immédiatement avertir le point de contact de la formation.

De plus au cours de la validité du marché et au moins une fois par an, le titulaire proposera un plan de progrès aux organismes bénéficiaires des prestations dans les conditions des articles 9.6 du présent CCAP et 1.2.10 du CCTP.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

9.3.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

9.3.4 Mesures de sécurité

Le personnel du titulaire avise immédiatement et directement l'administration de tout acte de sabotage ou de malveillance commis sur les installations dont il aurait connaissance.

Outre cette obligation générale de vigilance, et hors le cas des zones de libre accès expressément désignées comme telles, le personnel du titulaire est tenu d'obtenir une autorisation d'accès sur les lieux d'exécution des prestations.

Il devra également respecter des mesures de sécurité et de prévention particulières en fonction du classement des zones où s'exécutent les prestations.

Les dispositions du présent article sont d'application immédiate en cas de modification du classement des emprises en cours d'exécution du marché.

-Autorisation d'accès du personnel du titulaire :

Toute personne étrangère au Ministère des Armées doit, pour accéder dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité responsable de l'emprise considérée.

Cette autorisation se traduit par la délivrance d'un laissez-passer individuel accordé à titre temporaire.

Le titulaire fera parvenir au responsable de l'emprise militaire une liste des personnels qui interviendront pour accomplir leur prestation, y compris le personnel supplémentaire afin de pallier les éventuelles défaillances ou absences du personnel titulaire. Cette liste comportera les informations suivantes :

- nom ;
- prénom ;
- date ;
- lieu de naissance ;
- adresse.

Elle sera accompagnée de :

- la photocopie des pièces d'identité ;
- les photographies d'identité (sur demande du responsable de l'emprise militaire).

La liste des véhicules du titulaire comportant la marque et l'immatriculation sera également remise au responsable de l'emprise militaire, sur sa demande.

En cas de refus d'autorisation du personnel par l'administration du fait d'un manquement du titulaire à son obligation d'information, le titulaire doit remplacer ce personnel sans pouvoir prétendre à indemnités.

Mesures de sécurité dans les périmètres réglementés :

Cadre général :

Le titulaire peut être amené à exécuter ses prestations dans des périmètres réglementés désignés par les termes de « zone protégée » ou de « zone réservée », dès lors que ces prestations s'exécutent au profit de services ou dans des lieux abritant des informations ou supports classifiés.

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire prend toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution de l'accord-cadre la protection absolue des informations ou supports protégés qui peuvent être détenus dans ces services ou dans ces zones.

Il prend par ailleurs des mesures de précaution, y compris dans les contrats de travail de ses employés, tendant à assurer que les conditions d'exécution de la prestation ne mettent pas en cause la sûreté ou les intérêts essentiels de l'État.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire des mesures de sécurité prescrites, même dans les cas où elle résulte d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, indépendamment des sanctions pénales. La sanction contractuelle pourra prendre la forme d'une pénalité telle que prévue à l'article 9.9.

Agrément des personnels du titulaire :

La délivrance du laissez-passer prévu à l'article ci-dessus n'autorise pas l'accès aux zones ou locaux à accès restreint réglementé. Pour l'accès à ces zones, le titulaire du marché devra soumettre le personnel chargé d'exécuter ce marché à l'agrément de l'administration.

En cas de refus d'agrément du personnel par l'administration, le titulaire doit remplacer ce personnel sans pouvoir invoquer ce refus pour obtenir des indemnités ou justifier de l'inexécution de ses obligations contractuelles.

Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation totale ou partielle du marché et ce, sans indemnités et l'exécution aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCGAG/FCS.

Tout changement, même temporaire du personnel, sera immédiatement porté à la connaissance du responsable de l'emprise ou de son représentant désigné et donnera lieu à une procédure d'agrément.

Conditions d'accès dans une « zone protégée »

Les personnels chargés d'exécuter le marché dans une zone protégée ont satisfait à une enquête administrative, sur demande de l'autorité responsable de l'emprise.

A cet effet, le prestataire doit transmettre un formulaire CPR (contrôle primaire) en deux exemplaires (un pdf en version informatique qui sera injecté dans le système informatique de demande, et une version signée qui engage l'intéressé sur les informations transmises).

Conditions d'accès dans une « zone réservée »

Les personnels chargés d'exécuter le marché dans une zone réservée :

- ont satisfait à une enquête administrative;
- portent un badge apparent avec photographie ;
- interviennent en présence des personnels des lieux concernés.

Reconnaissance de responsabilité :

Avant le début d'exécution de prestations, le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Il fait signer, par tous les personnels appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité responsable de l'emprise ou à son représentant désigné la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution de la prestation.

9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Au titre de sa responsabilité civile :

Le titulaire est civilement responsable de tout préjudice occasionné au Ministère des Armées et à ses établissements publics, lors de l'exécution de ses prestations.

A cet effet, il contracte une assurance couvrant les risques découlant de son activité. Une copie des attestations d'assurance sera remise à l'autorité chargée du suivi d'exécution du marché dans un délai maximum de 15 jours après notification et avant tout début d'exécution.

En cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du bénéficiaire, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Il est soumis aux lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en application des dispositions de l'article 6 du CCAG / FCS.

Au titre de ses prestations :

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au C.C.T.P. Il fera appel le cas échéant à un sous-traitant.

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

En cas de défaillance de son personnel, le titulaire est tenu de fournir un personnel de remplacement pour lequel il devra obtenir l'accord de l'autorité militaire.

Le titulaire est tenu de se prêter aux visites de contrôle de l'entretien du matériel et aux relevés de compteurs de véhicules et des installations de pesage lorsqu'elles lui appartiennent. Il donne libre accès à ses locaux aux agents qualifiés du Ministère des Armées ou de ses établissements publics.

NB : cet article déroge à l'article 9.2 du CCAG

9.5 Clauses sociales

Sans objet

9.6 *Clauses environnementales*

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de **L.2112-2 du code de la commande publique**, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

- en début de marché, dans un délai maximum de 2 mois, le titulaire, mettra en place une formation au tri des bio-déchets pour le personnel des organismes de restauration. En cas de non réalisation de la formation, les pénalités prévues à l'article 9.9 s'appliqueront.
- au cours de la validité du marché et au moins une fois par an, le titulaire fournira aux organismes bénéficiaires des prestations, un bilan annuel à partir duquel il établira les ratios proposés dans son offre ainsi qu'un plan de progrès.

Ce dernier devra comporter :

- des axes d'amélioration de la démarche environnementale dans la gestion globale des déchets ;
- des actions de sensibilisation au tri sélectif des bio-déchets et au gaspillage alimentaire
- des nouveautés techniques permettant de réduire les coûts du tri et de la valorisation des déchets produits.

Le plan de progrès est établi par le titulaire et transmis au GSBdD qui, en cas d'accord, le transmet à la PFC Est pour prise en compte et établissement d'une modification au marché, dans les conditions prévues à l'article 9.7.

En cas de manquements, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités telles que prévues à l'article 9.1.1

9.7 *Clauses de réexamen*

Le présent marché pourra être modifié dans les conditions prévues par les articles **L.2194-1 et R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique**, soit par décision unilatérale, soit par avenant.

Suite au plan de progrès mentionné à l'article 9.6, des modifications au présent marché pourront intervenir sur la base d'une estimation financière demandée au titulaire. Toutefois, elles ne devront pas être substantielles, au sens du code de la commande publique.

Après accord entre le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le titulaire pourront être intégrés :

- des nouveaux besoins liés à un déchet dangereux ou non dangereux non répertorié par le présent marché ;
- de nouvelles emprises situées dans le ressort de la base de défense concernée.

Ces modifications feront partie intégrante du marché. Une FTVE modificative sera établie à cet effet, sur la base du devis proposé.

En l'absence d'accord, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier la gestion de ce nouveau déchet à un tiers, après une nouvelle mise en concurrence.

9.8 Constatation de l'exécution des prestations

9.8.1 Contrôle

Le titulaire met en place un système d'autocontrôle permanent concrétisé par une fiche d'évaluation appréciant le degré d'atteinte des objectifs. Les résultats de ces autocontrôles seront présentés, pour chaque site au responsable de l'administration chargé des opérations de vérification et du recueil de la satisfaction des usagers :

- à l'achèvement de chacune des prestations commandées pour les prestations à la demande
- 1 fois par mois pour les prestations programmées.

Le titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les vérifications, sauf s'il exprime le souhait d'être présent dans sa fiche d'évaluation.

NB : cet article déroge à l'article 27.3 du CCAG

9.8.2 Opérations de vérification

L'autorité chargée du suivi de la bonne exécution du marché est le chef du GSBdD ou son représentant de Saint-Dizier-Chaumont.

9.8.3 Décision après vérifications

Toute défaillance ou retard dans l'exécution des prestations est immédiatement signalé à l'interlocuteur local du titulaire afin que celui-ci procède sans délai aux corrections nécessaires. En cas de non-exécution ou d'imperfections, celles-ci seront signalées au titulaire par tout moyen permettant d'attester de la date certaine.

- en l'absence de signalement au titulaire des cas de non-exécution ou des imperfections, les prestations seront considérées comme admises dans les trois (3) jours ouvrés suivant la réception par l'administration de la fiche d'évaluation précitée.
- dans le cas contraire, l'admission, l'ajournement ou le rejet des prestations interviendra par décision expresse du chef du GSBDD ou de son représentant, dans les quinze (15) jours de la réception de cette fiche.
- dans le cas particulier du traitement des déchets de munition identifiés par un astérisque dans la FTVE, l'admission des prestations est subordonnée à la fourniture par le titulaire après chaque collecte, d'un certificat de dénaturation avant traitement, attestant de sa réalisation.

En cas de manquement important, le responsable de la société sera immédiatement convoqué.

Cas particuliers des réfections :

Lorsque le chef du Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD) estime que les prestations effectuées ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, il peut proposer au pouvoir adjudicateur une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le chef du GSBdD ou son représentant apprécie le montant des réfections à appliquer en fonction de la gravité des manquements constatés.

Le chef du GSBdD adresse au titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception l'informant du projet de réfaction. Le titulaire doit faire connaître ses remarques dans un délai de sept jours. En cas de silence ou d'approbation du titulaire dans ce délai ou en cas de réponse non satisfaisante, le chef du GSBdD transmet son projet au pouvoir adjudicateur, qui prend la décision et la notifie au titulaire dans les 30 jours de la réception de la lettre recommandée citée ci-dessus.

La décision de réfaction est indépendante des pénalités prévues au présent CCAP.

NB : cet article déroge aux articles 28 et 30.3 du CCAG

9.9 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit. Elles sont notifiées au titulaire du marché, avec accusé de réception, par la PFC Est.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser par un tiers tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire ou d'appliquer des réfections.

Si le montant des pénalités est supérieur à 15 % du montant de la facture sur trois mois ou 3 bons de commandes consécutifs, l'administration pourra résilier le marché pour faute du titulaire et faire procéder, aux frais et risques de celui-ci, à l'exécution par un tiers des prestations prévues par l'accord-cadre conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Le PA ou son représentant adresse au titulaire une lettre avec accusé de réception par tout moyen écrit permettant d'accuser date certaine l'informant du projet de pénalités. Le titulaire doit faire connaître ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du projet. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Suite aux observations ou en cas de silence du titulaire sur le projet de pénalités, le PA ou son représentant prend l'une des décisions suivantes :

- application définitive des pénalités ;
- exonération partielle ;

- exonération totale.

Les pénalités sont précomptées sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

Une décision de pénalité peut regrouper plusieurs manquements constatés.

9.9.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Non-respect contractuel des délais d'exécution de la prestation :

Dès que le délai contractuel d'exécution de la prestation est dépassé ou le remplacement du véhicule prévu au CCTP n'est pas assuré dans le délai fixé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités pour retard calculées par application de la formule suivante.

$V \times R$

$P = \frac{V \times R}{20}$ dans laquelle :

20

P = le montant des pénalités,

V = valeur hors taxes des prestations exécutées en retard,

R = nombre de jours calendaires de retard calculé à compter du lendemain de la date prévue de l'exercice de la prestation jusqu'au jour de l'exécution réelle de la prestation dans sa totalité.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

Dispositif en cas de non levée des bacs :

Dans le cadre des prestations programmées et en cas de non levée de bac, le titulaire encourt une pénalité de 20€ par bac non levé sans mise en demeure préalable.

Dispositif en cas de nettoyage non-effectué :

En cas de bac non nettoyé dans les 8 jours suivants la demande écrite par le bénéficiaire, le titulaire encourt une pénalité de 10€ par bac et par jour *calendaire* sans mise en demeure préalable.

Dispositif en cas réparation ou remplacement de bacs défectueux :

Lorsqu'un bac est inutilisable, son remplacement doit être opéré dans les 48h et/ou la réparation doit être effectuée dans les 15 jours. Si ces délais ne sont pas tenus, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par bac et par jour *calendaire* sans mise en demeure préalable.

Dispositif en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé :

Après mise en demeure de 15 jours, une pénalité contractuelle de 2 % du montant estimatif du contrat sera appliquée au titulaire du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux

articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail.

Dispositif en cas d'absence de transmission de renseignement et/ou de non-respect de la clause environnementale.

Après mise en demeure de 15 jours, une pénalité d'un montant forfaitaire de cent (100) euros sera appliquée par jour *calendaire* de retard, en cas d'absence ou de refus de transmission d'un renseignement ou document propre à permettre le suivi d'exécution du marché, notamment le suivi des déchets ou l'attestation prévue à l'article D 543-284 du code de l'environnement, dont le modèle est prévu par l'arrêté du 18 juillet 2018 relatif à l'attestation mentionnée. Cette pénalité peut également s'appliquer en cas de non réalisation de l'action de formation pour les bio déchets ou de non fourniture des documents prévus dans les clauses environnementales.

Dispositif prévue en cas de non respect par le titulaire de ses obligations liées à l'utilisation de trackdechets en tant que collecteur ou transporteur

En cas de non fourniture des BSD, une pénalité de 100€ par jour *calendaire* de retard sera appliquée sans mise en demeure au-delà des délais (1 ou 3 mois) prévus à l'article 3.4 des modalités techniques.

Dispositif en cas de non-respect des mesures de sécurité

Tout manquement aux mesures de sécurité prévues à l'article 9.9 pourra donner lieu au paiement d'une pénalité d'un montant de 300€ par manquement.

9.9.2 Pénalités liées aux clauses sociales

Sans objet

9.9.3 Plafonnement des pénalités

Les pénalités, quel que soit le motif, sont cumulatives et ne sont pas plafonnées.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

9.9.4 Seuil d'exonération des pénalités

Les pénalités, quel que soit le motif, sont applicables dès le 1er euro.

NB : cet article déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

N° lot	Intitulés lots séparés	Tr. N°	Prix	Type de P.U.	BC / QD	Min / Max	Variation de prix
-1	- Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de la Base Aérienne 113 à Saint-Dizier,	-	Prix Unitaire	Bordereau de prix	A bons de commande	Sans mini / avec maxi 55 530 €HT	Prix révisables,
2	Location, collecte et traitement des déchets non dangereux du 61° Régiment d'Artillerie à Chaumont		Prix Unitaire	Bordereau de prix	A bons de commande	Sans mini / avec maxi 34 230 €HT	Prix révisables
3	Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'Etablissement principal de Munitions (EPMu) à Brienne le Château		Prix Unitaire	Bordereau de prix	A bons de commande	Sans mini / avec maxi 91 120 €HT	Prix révisables
4	Location, collecte et traitement des déchets non dangereux de l'Etablissement de Ravitaillement Sanitaire des Armées (ERSA) à Marolles		Prix Unitaire	Bordereau de prix	A bons de commande	Sans mini / avec maxi 89 400 €HT	Prix révisables
5	Location, collecte, traitement et pompage des déchets dangereux de la BA 113 Saint-Dizier et l'EPMU à Brienne le Château		Prix Unitaire	Bordereau de prix	A bons de commande	Sans mini / avec maxi 174 600€HT	Prix révisables

Dans le tableau ci-dessus :

« PU » = « prix unitaire »,

« BC » = « bons de commande »,

« QD » = « quantités demandées »

« - » = « sans objet ».

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

Les prix sont portés sur la FTVE. Ils doivent être établis hors taxes, en chiffres et comportent deux décimales. Le taux de la TVA et celui des autres taxes éventuelles doivent être indiqués dans la FTVE.

Toutefois, le prix de règlement tiendra compte des éventuelles variations légales du taux des taxes.

Les prix tels qu'ils sont présentés dans la FTVE sont réputés inclure :

- les prestations telles qu'elles sont définies par les clauses du présent C.C.P ;
- la fourniture du matériel et des produits nécessaires à la bonne exécution du service ainsi que leur mise en place,
- le coût mensuel de location par récipient,
- le coût de collecte par récipient et par ramassage,
- le coût de traitement à la tonne :
 - soit en centre d'incinération agréé,
 - soit en centre d'enfouissement agréé de classe II,
 - soit en centre de tri (les prix indiqués devront tenir compte de la valorisation des déchets issus du tri sélectif),
- la taxe globale des activités polluantes (TGAP) au taux en vigueur.
- le coût de la dénaturation en cas de destruction (tissus, archives, déchets de munitions)
- le coût de déclassement en cas de non-respect du tri sélectif par les utilisateurs

Pour les déchets faisant l'objet d'une valorisation, le titulaire doit fournir à l'appui de sa facturation tout extrait de publication des mercuriales référencées dans son offre.

Le coût de traitement et la TGAP doivent correspondre au tonnage réellement enlevé, avec justificatif des pesées.

Afin de produire de façon systématique les justificatifs des pesées au titre de la facturation, le titulaire devra se conformer au système proposé dans son offre et accepté par le PA :

- Soit pesée embarquée avec ticket de pesée à la sortie du site,
- Soit pesée au centre de traitement en cas de collecte dédiée uniquement au service bénéficiaire,
- Soit campagne de pesée avec mesure sur une semaine de façon à préciser au mieux le tonnage produit. Cette campagne serait alors renouvelée au début de chaque semestre,
- Soit autre système par équivalence volume/poids.

Le candidat doit établir ses prix en fonction de ces éléments.

10.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

La révision est calculée à partir de la formule contractuelle définie ci-dessous :

$$P = P_o (0,3 + 0,445 \frac{ICTrev-TS}{ICTrev-TS_o} + 0,07 \frac{EBI}{EBI_o} + 0,08 \frac{VU}{VU_o} + 0,105 \frac{G}{G_o})$$

Les valeurs des différents indices sont publiées sur le site www.insee.fr et correspondent :

pour la valeur initiale : au mois de la date limite de réception des offres (DLRO) ;

pour la valeur finale : indice définitif du mois anniversaire de la DLRO.

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-dessous :

P = prix après révision ;

P_o = prix initial ;

ICT rev-TS_o: indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - dans le secteur « Eau, assainissement, déchets, dépollution » de l'INSEE **identifiant 1565187**, correspondant au mois DLRO,

EBI_o : indice de « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – MIG EBI – Énergie et biens intermédiaires » de l'INSEE **identifiant 10534840** correspondant au mois de la DLRO,

VU_o : indice des prix de « l'offre intérieure des produits industriels - Véhicules utilitaires » de l'INSEE **identifiant 10535350**, correspondant au mois de la DLRO,

G_o : indice des prix à la consommation « – Ensemble des ménages – Métropole – Gazole » **identifiant 001764283**, correspondant au mois de la DLRO,

ICTrev-TS, EBI, VU et G valeurs des indices précités, correspondant au mois de la date anniversaire de la DLRO.

Le coût de location des réipients n'est pas révisable.

Le coût de déclassement n'est pas révisable

La TGAP évoluera en fonction du taux en vigueur.

En cas de révision intervenant entre le moment de la commande et l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables est la date d'émission du bon de commande.

Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application des révisions entraîne une augmentation des prix de plus de 5 % par rapport à l'année précédente, le PA pourra résilier le marché sans indemnité.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés par application de la formule décrite ci-dessus, aux dates des trois premières reconductions.

NB : cet article déroge à l'article 10.2.2 du CCAG

10.3 *Avances*

Compte tenu de la forme du marché, il n'est pas prévu d'avances.

10.4 *Modalités financières*

10.4.1 *Répartition des paiements*

En qualité d'ordonnateur secondaire, la PFC Est procède à la liquidation des factures et à leur demande de paiement auprès du Directeur Départemental des Finances Publiques de la Moselle, 1 rue François de Curel BP 41 054, 57036 METZ Cedex, qui effectue le paiement par virement au compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement.

Pour tous problèmes de paiement, il convient de s'adresser à la division finances de la PFC Est dont les coordonnées sont les suivantes :

Tél. : 03 87 15 51 04

Courriel : pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date d'admission définitive de la prestation, ou de la date de réception de la facture dans le système d'échange CHORUS, si celle-ci est postérieure.

Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

10.4.2 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas prévu de retenue de garantie

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article L. 2191-8 et aux articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué dans l'acte d'engagement.

Le certificat de cessibilité de l'accord-cadre sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

Le marché peut être nanti dans les mêmes conditions.

10.4.3 Intérêts moratoires

Conformément **aux articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 du code de la commande publique**, le défaut de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majorée de huit points au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant ainsi qu'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

10.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

10.4.4.1 Mentions obligatoires

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires prévues à l'article D.2192-2 et suivants du code de la commande publique et notamment :

- le nom, l'adresse, la raison sociale et le numéro SIRET (à défaut SIREN) du créancier ;
- le numéro d'identification et la date de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du marché (numéro EJ comportant 10 chiffres) ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du bon de commande, le cas échéant (numéro EJ comportant 10 chiffres) ;
- la période de facturation, le service bénéficiaire et les prestations réalisées ;
- Impérativement, le code du service exécutant à faire apparaître sur chaque facture pour permettre son traitement est le **D0410U4057** (à dix caractères) ;

L'absence des mentions précitées justifiera le renvoi des factures afin de les compléter. Dans ces conditions, le délai global de paiement réglementaire de 30 jours ne pourra pas être déclenché.

Les factures seront accompagnées des éléments justificatifs de pesées décrits à l'art 3.2 du CCTP

10.4.4.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4.4.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.4.4.4 Transmission des factures

Dans le cadre de ce marché, le titulaire adresse mensuellement la facture selon les modalités suivantes :

Le titulaire du marché enverra ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PORTAIL PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) exclusivement (hors documents classifiés).

Il est rappelé que conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020, y compris les associations, et les particuliers.

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures se trouvent sur le site communauté

CHORUS PRO (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>) dédié à la préparation à la facturation électronique et dans l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La PFC Est pourra proposer en cas de besoin une assistance au démarrage pour aider à l'établissement d'une facturation dématérialisée (point de contact : section régulation - orientation, courriel : pfc-est-assistance-facturation.resp.fct@intradef.gouv.fr en indiquant dans l'objet du message : passage à la dématérialisation des factures ou possibilité de dialoguer sur le site Chorus Pro via l'assistante virtuelle Claudia.

Supprimer tous les articles sur la CHA

10.4.4.5 Application du service fait présumé

Sur décision de l'ordonnateur secondaire, le présent marché peut être exécuté à partir de la procédure dite de service fait présumé. Dans ce cadre, dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'acheteur.

Cette procédure notifiée par ordre de service du pouvoir adjudicateur permet ainsi, lors de la liquidation de la facture, de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est alors juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'acheteur et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

L'ordonnateur secondaire peut suspendre à tout moment la procédure de service fait présumé pour la totalité du marché, ou une partie des bons de commande sans que le titulaire puisse prétendre à des dommages et intérêts.

10.4.4.6 Procédure en cas de trop perçu

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'acheteur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur secondaire.

Lorsque la procédure de remboursement prévue supra ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur secondaire émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

10.4.4.7 Pénalité pour non remboursement du trop-perçu ou non transmission d'une facture d'avoir

Le non-respect par le titulaire de la procédure de trop perçu décrite à l'article 11.4.6.1 peut entraîner la mise en œuvre de pénalités. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification par l'ordonnateur secondaire de la décision de trop-perçu, pour procéder au remboursement de la somme correspondante (par application de la déduction sur facture ou émission d'une facture d'avoir). A défaut, une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € peut être appliquée.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

S'agissant d'une procédure dématérialisée, les échanges se feront par la messagerie PLACE (Plate-Forme des achats de l'Etat)

A ce titre, le titulaire :

- prendra ses dispositions afin que les courriers qui lui seront adressés ne soient pas traités comme « courrier indésirable » par sa messagerie ;
- informera obligatoirement le pouvoir adjudicateur de tout changement d'adresse de messagerie.

11.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise du certificat de cessibilité pour nantissement il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

11.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Ministère des Armées ou à ses établissements publics, en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Une copie des attestations d'assurance, indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie sera remise au GSBdD dans un délai maximum de 15 jours après notification et avant tout début

d'exécution,

En cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande écrite du chef GSBdD ou son représentant, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

NB : cet article déroge à l'article 9.2 du CCAG / FCS.

11.5 *Autres obligations administratives*

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Il appartient au titulaire de fournir au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- Les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail ;
- La liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Même si vous n'employez pas de salariés étrangers soumis à autorisation de travail, nous attirons votre attention sur votre obligation à remplir une attestation.

Afin de simplifier et sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Administration met gracieusement à disposition du titulaire une plateforme en ligne : www.e-attestations.com, qui permet de déposer gratuitement l'ensemble des documents administratifs précités.

Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plateforme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

L'Administration n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

Si le titulaire rencontre le moindre problème dans le dépôt des documents sur la plateforme, il est invité à contacter directement le service support en ligne e-Attestations (rubrique Aide et Tutoriel, Contacter le service support).

Le pouvoir adjudicateur procédera à la résiliation du marché si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

11.6 Résiliation

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG FCS; le PA pourra appliquer, selon le cas, l'exécution par un tiers aux frais et risques du titulaire en cas de faute de ce dernier (article 45 du CCAG FCS).

La résiliation pourra ne porter que sur certains lots en cas de regroupement de ces derniers en un unique marché.

Par ailleurs si des faits ou des décisions non envisagés dans le marché devaient en rendre certaines dispositions inapplicables, le PA se réserve le droit de le résilier en tout ou partie.

Le PA pourra résilier à tout moment et sans indemnité le marché pour motif d'intérêt général.

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de procédures collectives en cours de marché. La copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire :

La personne publique doit adresser une lettre de mise en demeure à l'administrateur judiciaire pour se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché en cours (article L. 622-13 du Code de commerce).

En l'absence d'administrateur judiciaire, l'article R. 627-1 du code de commerce précise que cette mise en demeure doit être adressée au titulaire qui doit agir après avis conforme du mandataire judiciaire.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

En cas de liquidation judiciaire :

Le pouvoir adjudicateur adresse une mise en demeure au liquidateur de se prononcer sur la poursuite de l'exécution du marché.

Si le liquidateur confirme que l'entreprise n'est plus en mesure d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de réponse au bout d'un mois, le pouvoir adjudicateur est fondé à prononcer la résiliation de plein droit du marché sans indemnisation du titulaire (article L. 641-11-1 du Code de commerce).

NB : cet article déroge à l'article 39.2 et 42 du CCAG

11.7

Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché, le PA le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai de quinze jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Dans le cas de l'émission d'un bon de commande à exécuter dans un délai de 5 jours ouvrés, le délai de mise en demeure est ramené à 2 jours. Pour les bons de commande à exécuter dans un délai de 2 jours ouvrés, ce délai est d'1 jour.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la prestation non exécutée peut être commandée à un tiers, à ses frais et risques, dans les conditions de l'article 45 du CCAG/FCS

Pour assurer la poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, il est procédé à l'annulation du bon de commande incriminé.

Dans le délai de 3 mois suivant la notification de la décision de poursuite des prestations, en lieu et place du titulaire, ce dernier peut être autorisé par l'émission d'un nouveau bon de commande à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires pour les mener à bonne fin.

A l'expiration du délai de 3 mois, en l'absence de transmission des éléments demandés justifiant de la capacité du titulaire à reprendre l'exécution du contrat, la résiliation du marché pourra être prononcée par le pouvoir adjudicateur aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

11.8

Litiges et contentieux

Toute contestation survenant entre le bénéficiaire et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses du marché, et, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision du Pouvoir Adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 46 du CCAG / FCS.

Règlement amiable des litiges

En application de l'article R.2197-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut demander à ce que les litiges ou les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution du marché public, conformément à la réglementation, soient soumis à la médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable compétent a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

En dernier ressort, le tribunal administratif de Nancy est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposer l'administration au titulaire du marché.

NB : cet article déroge à l'article 46 du CCAG/FCS

Article 12 - ANNEXES

- CRT (compte rendu trimestriel)
- Clauses incitatives

Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
8	4.1	Le marché est constitué des documents contractuels énumérés, dans l'ordre de priorité indiqué.
9.1.1	3.3	Le pouvoir adjudicateur désigne fonctionnellement les personnes qu'il habilite à le représenter auprès du titulaire, dans certains domaines de l'exécution du marché.
9.4 et 11.4	9.2	Le titulaire doit être en mesure de produire l'attestation d'assurance, sur demande du bénéficiaire, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.
9.8.1	27.3	Le titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les vérifications, sauf s'il exprime le souhait d'être présent dans sa fiche d'évaluation.
9.8.3	28	Le déroulement des opérations de vérification est fixé à l'article décisions après vérifications du CCAP.
9.8.3	30.3	Les opérations relatives aux décisions d'admission avec réfaction sont fixées à l'article 9.8.3
9.9.1	14.1.1	Les modalités de calcul des pénalités de retard figurent à l'article "Pénalités" du présent CCAP.
9.9.4	14.1.2	Les pénalités quel que soit le motif ne sont pas plafonnées.
9.9.5	14.1.3	Les pénalités quel que soit le motif sont applicables dès le 1 ^{er} euro
11.2	10.2.2	En cas de révision intervenant entre le moment de la commande et l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables est la date d'émission du bon de commande.
11.6	39.2 et 42	Les dispositions décrites sont applicables en cas de redressement judiciaire en cours de marché.

		Le PA pourra résilier à tout moment et sans indemnité le marché pour motif d'intérêt général.
11.8	46	Les modalités de règlement des différends figurent à l'article 12.10 « litiges et contentieux »